



Décision individuelle N° 2023-328

Pétitionnaire : société Sky Lift Sud représentée par son président Monsieur Benoît RINGOT pour le compte des sociétés GARELLI et R.T.E
Adresse : LE PORTARET 83340 LE CANNET-DES-MAURES
Nature de la demande : survols d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national
Intitulé du projet : Héliportages nécessaires au chantier de sécurisation de la falaise de Valabres
Localisation : poste HTB (RTE) de Valabres - commune de Roure

La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment ses MARCœur 3 et 29,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu l'arrêté préfectoral DREAL-SBEP n°2022-045 du 19 janvier 2022, portant dérogation à la protection des espèces végétales et animales protégées dans le cadre du projet de rénovation, d'extension et de sécurisation du poste HTB de Valabres à Roure (06),

Vu l'avis conforme n°2022-19 daté du 17 février 2022 valant autorisation de procéder à des travaux de sécurisation de l'Adrech de Valabres, situé dans le cœur du parc national sur la commune de Roure,

Vu la décision n°2023-184 du 26 juillet 2023 autorisant la société SKY LIFT SUD à effectuer des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national, ayant pour objet l'approvisionnement du chantier de sécurisation de la falaise de Valabres surplombant le poste HTB, jusqu'au 1^{er} décembre inclus,

Considérant la demande formulée en date du 23 novembre 2023 par la société Garelli, représentée par Monsieur LAZZERINI Nicolas, prestataire des travaux de sécurisation de la falaise de Valabres pour le compte de RTE, ayant pour objet la prolongation de la décision sus-visée jusqu'au 8 décembre 2023 inclus,

Considérant que la demande a pour objet l'acheminement d'ouvriers auprès du chantier de sécurisation de la falaise afin de déséquiper le site, les travaux en haute falaise étant terminés,

Considérant que les prospections nocturnes réalisées par le Parc national du Mercantour ne sont pas concluantes quant à la présence de Grands Ducs en falaise,

Considérant qu'à ce titre, la prolongation de ces survols, envisagée jusqu'au 8 décembre 2023 inclus, peut être accordée et l'article 3 de la décision n°2023-184 modifié en conséquence,

Considérant que la programmation de ces survols répond aux besoins de l'exploitation de l'ouvrage électrique de Valabres et qu'à ce titre, elle est également conforme aux dispositions de la modalité n°29 d'application de la réglementation du cœur,

Considérant la nécessité d'encadrer l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Modification

L'article 3 de la décision n° 2023-184 sus-visée est ainsi modifié :

« La présente autorisation est délivrée pour la période allant du 28 août 2023 au 8 décembre 2023 ».

Article 2 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 3 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 4 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 5 : Responsabilité

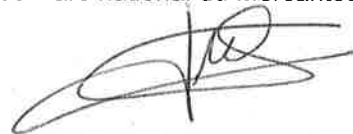
L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 6 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 27 novembre 2023

La directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS

Copies :

- Service territorial Tinée
- Entreprise GARELLI (tcottenceau@garelli.fr, nlazzerini@garelli.fr)
- RTE (pierre.gelly@rte-france.com)

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.